

Fin du premier Forum sur l'investissement touristique / Le premier forum sur l'investissement touristique en Afrique a pris fin le vendredi 22 février 2020, à Abidjan.

Les grandes recommandations d'Abidjan



Le Vice-président Daniel Kablan Duncan et les participants, lors de la cérémonie de clôture.

Le premier forum sur l'investissement touristique en Afrique a pris fin le vendredi 22 février 2020, à Abidjan. Le développement touristique en Afrique, au centre d'une réflexion sur le thème «Comment développer le tourisme en Afrique ?». Ce Forum, mis en oeuvre avec le concours de l'Etat de Côte d'Ivoire à travers le ministère du Tourisme et des Loisirs, a mobilisé tous les acteurs de l'écosystème touristique. Avec une recette de 2,9% du taux mondial en 2018, malgré d'énormes potentialités qu'on lui reconnaît, il ressort que l'industrie touristique africaine manque de financement. Il a donc été question, au cours des échanges, d'apporter des solutions idoines aux insuffisances décelées. Les panélistes, quant à eux, n'ont pas manqué d'idées pouvant rendre plus compétitif ce domaine d'activité économique en vue de gagner des parts de marché intéressantes. Ainsi, tous se sont accordé que les premiers défis à relever sont d'ordre infrastructurelle, relève de la stabilité socio-politique et de la volonté politique. En outre, «il faut développer des politiques marketing nées claires», a proposé pour sa part, Acha Leke du Cabinet McKinsey. Pour Sidy Keita, Directeur général de l'Agence de promotion touristique du Mali, le tourisme Africain ne peut se développer sans l'implication des populations africaines. Pour ce faire, «il faut promouvoir l'éducation touristique sur le continent et aussi développer le tourisme intra-Africain». Pour ce qui est des investisseurs, ils n'attendent que tous ces facteurs soient réunis avant d'investir dans cette industrie. « Nous voulons nous développer avec les investisseurs de la région. Nous sommes très favorables et prêts à accompagner des

projets », a déclaré Charlotte Specht, Directrice de département à Mangalis. Ce développement tant recherché ne sera possible que si les gouvernants jouent pleinement leur rôle. «L'État a un rôle d'encadreur en définissant une trajectoire pour le développement du tourisme et non se substituer en investisseur », a clarifié Philippe Doizelet du Cabinet Horwath. Au total, neuf représentants des pays que sont la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Gambie, la Zambie, le Djibouti, le Rwanda, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Mali ont, les uns après les autres, courtisé les investisseurs à s'intéresser à la zone subsaharienne en général. La sécurité, le climat sociopolitique, la situation géographique, la démographie, les études techniques et de faisabilité sont autant d'arguments, pour dissiper tous les doutes qui pourraient constituer un frein à l'arrivée de nouveaux opérateurs économiques.

BAMBA MAFOUMGBÉ